

Toute lettre à l'éditeur est l'opinion de son auteur et ne reflète en rien celle de ce journal.
All letters to the editor are the expressed opinion of the writer and not the opinion of this newspaper.

De bons emplois et des régimes de retraite feraient avancer l'économie

Les conservateurs parlent de « création d'emplois », mais de quels emplois parlent-ils au juste? S'agit-il de bons emplois, c'est-à-dire d'emplois qui permettent de ne pas crouler sous les dettes et de nourrir sa famille convenablement? S'agit-il d'emplois où l'on a son mot à dire sur les conditions de travail et qui permettent de prendre un congé de maladie lorsqu'il le faut? S'agit-il d'emplois dotés d'un régime de retraite fiable? Voilà le genre d'emplois pour lesquels se battent les syndicats. Voilà aussi le genre d'emplois qui nous ont permis de bâtir, au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, une classe moyenne solide et un pays prospère. Nous voulons que le gouvernement aide à créer ce

genre d'emplois.

Il importe toutefois de faire une distinction, car il y a emploi et emploi précaire. Les emplois précaires sont occupés par des gens désespérés. Ces emplois ne donnent droit à aucun congé ni à aucun avantage social; ils procurent un salaire qui permet à peine de régler les factures. Ce sont bien souvent les emplois à temps partiel, qui n'offrent aucune sécurité d'emploi et dont le régime de retraite, s'il existe, est largement insuffisant, sans compter que ceux qui occupent ces emplois sont à la merci de leur employeur. Les emplois précaires finissent par acculer les travailleurs et travailleuses de la classe moyenne à la pauvreté. Ces emplois, néfastes pour les

travailleuses et travailleuses, le sont encore davantage pour la société.

Les emplois à temps partiel et les emplois à contrat causent l'endettement à la consommation, grèvent le filet social et asphyxient peu à peu l'économie. Une main-d'œuvre peu salariée, instable et à la santé fragilisée finit par coûter cher à l'ensemble de la société. Or, selon Statistique Canada, il s'est créé en 2010 plus d'emplois à temps partiel que d'emplois à plein temps.

Le gouvernement Harper s'attend à ce qu'on le félicite pour une telle croissance de l'économie. Il voudrait en plus que la population croie que cette soi-disant croissance est attribuable aux déductions fiscales accordées

aux entreprises. Cependant, comme l'indique Peter Cohan, blogueur pour le magazine *Forbes*: « La rhétorique des déductions fiscales, bien qu'efficace sur le plan politique, est une mesure tout à fait inefficace sur le plan économique. » En effet, une récente étude a révélé que la proposition en trois volets des conservateurs sur les déductions fiscales accordées aux entreprises priverait le Trésor public de 6 milliards \$ et donnerait lieu à de nouveaux investissements de seulement 600 millions \$ par an.

Bien qu'elles siphonnent les fonds publics, de nombreuses entreprises augmentent leur rentabilité et leur productivité en serrant la vis à leurs employées et employés, exigeant d'eux qu'ils en fassent davantage

pour moins et faisant fi des engagements qu'elles ont pris envers ces mêmes employées et employés, notamment en matière de pensions. Dans notre société, la sécurité des pensions constitue l'une des différences majeures entre les bons emplois, que nous voulons pour tous les travailleurs et travailleuses, et le plan de « création d'emplois » que veut appliquer le gouvernement Harper. Il est révoltant d'entendre de la part de gens qui n'auront jamais à se soucier de leur retraite en raison de tout l'argent qu'ils font sur le dos des travailleurs et travailleuses que nos régimes de retraite sont en or ou qu'ils sont des « avantages » d'enfants gâtés. Si nous encourageons les employeurs à éviter de payer leur juste part d'impôts ainsi que des pensions équitables à leurs employés et employées, nous sommes en fait en train de leur dire qu'ils peuvent dérober encore plus d'argent à la société.

Les pensions représentent une rémunération différée que les travailleurs et travailleuses ont gagnée. Les fonds de pension et les contributions qui y sont versées sont souvent négociés en échange d'autres concessions. Il n'est pas juste de lier les fonds de pension au marché boursier ni de demander aux employées et employés d'assumer les risques en jouant leur retraite. Il n'est pas juste non plus de s'en prendre aux employées et employés retraités. La situation devient doublement, sinon triplement injuste lorsque l'entreprise qui se conduit ainsi bénéficie aussi de déductions fiscales et de subventions gouvernementales. Les employeurs doivent comprendre qu'à long terme, verser leur juste

part d'impôt et de contributions de retraite leur est profitable, à eux tout autant qu'au reste de la société.

Alors, quel genre d'emplois devrions-nous créer? De bons emplois assortis d'une pension équitable. Ce sont là les emplois qui permettront de maintenir la reprise économique et de progresser tout au long du XXIe siècle. Il s'agit là du genre d'emplois que le mouvement syndical tente de protéger, et il le fait pour ses membres, pour tous les travailleurs et travailleuses et pour l'économie du pays.

Dave Coles et Denis Lemelin

Canadian Union of Postal Workers

(ndlr.: Dave Coles est président du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier. Denis Lemelin est président du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.)